

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Session annuelle  
du Conseil d'administration**

**Rome, 3–6 juin 2013**

## **QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE**

**Point 5 de l'ordre du  
jour**

*Pour information\**

# **F**

Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.A/2013/5-E**  
10 mai 2013  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **POINT SUR LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE NUTRITION**

\* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).



## RÉSUMÉ

À la demande du Conseil, le PAM communique régulièrement des mises à jour sur l'application de sa politique en matière de nutrition, qui a été approuvée en février 2012.

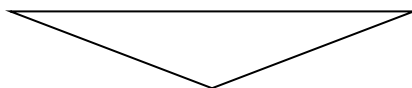
Depuis lors, le PAM a contribué: i) à l'élargissement du mouvement Renforcer la nutrition à 33 pays; ii) à des consultations sur le programme de développement pour l'après-2015; et iii) à la nouvelle série d'articles sur la nutrition qui seront publiés dans la revue *The Lancet* d'ici à la mi-2013.

Les travaux du PAM en matière de nutrition sont coordonnés avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Ils sont harmonisés grâce à la collaboration avec le mouvement Renforcer la nutrition, le Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants, le système d'action groupée et le Comité permanent de la nutrition, en vue de promouvoir l'efficacité, l'efficience, la complémentarité et le recours à des approches intégrées. Le PAM et ses partenaires aident les gouvernements à mettre au point et à appliquer des politiques nutritionnelles, par l'entremise des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement.

La politique repose sur quatre piliers axés sur la nutrition, à savoir: i) traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les personnes vivant avec le VIH ou sous traitement antituberculeux; ii) prévenir la malnutrition aiguë; iii) prévenir le retard de croissance pendant les 1 000 premiers jours de la vie; et iv) remédier aux carences en micronutriments. La politique porte aussi sur les interventions qui prennent dûment en compte la nutrition dans le cadre de l'alimentation scolaire, des distributions générales de vivres, des activités Vivres pour la création d'avoires, Vivres pour la formation ou Vivres contre travail, et d'autres interventions dans lesquelles la nutrition n'est pas l'objectif premier. Le PAM travaille en partenariat avec les gouvernements, les milieux universitaires, les organisations non gouvernementales, les donateurs et le secteur privé, en vue d'apporter un soutien technique et de mettre en œuvre les programmes, d'évaluer les effets, d'améliorer la programmation, d'orienter les politiques et les stratégies en matière de nutrition et d'alimenter la base de données factuelles sur la nutrition.

Le PAM continuera de rechercher les moyens de prévenir la malnutrition aiguë, de lutter contre la malnutrition chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, et de fournir des informations utiles pour l'utilisation de transferts monétaires et de bons en vue d'améliorer les effets directs sur le plan nutritionnel. Avec ses partenaires, le PAM continuera de mettre au point le programme de développement pour l'après-2015, de consolider les effets directs en matière d'éducation et de nutrition, et d'améliorer les dispositifs qui ont pour objet de prévenir la malnutrition chronique chez les jeunes enfants pendant les 1 000 premiers jours après la conception, et donc de contribuer à briser le cycle intergénérationnel de la dénutrition.

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil prend note du document intitulé "Point sur la politique en matière de nutrition" (WFP/EB.A/2013/5-E).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## INTRODUCTION

1. En février 2012, le Conseil a approuvé la politique du PAM en matière de nutrition<sup>1</sup>, qui exposait les activités menées par le PAM aux côtés de partenaires des Nations Unies, de la société civile, des milieux universitaires et du secteur privé pour aider les gouvernements à définir et à mettre en œuvre des politiques dans le domaine de la nutrition. Tous les deux ans, à compter du présent document, le Secrétariat communiquera au Conseil, à sa session annuelle, un point sur l'application de cette politique.
2. Le présent bilan porte sur la collaboration et l'action au niveau mondial et national, ainsi que sur les enjeux pour l'avenir. Le prochain, qui sera présenté à la session annuelle de 2015, rendra compte des recommandations issues de l'évaluation prévue de la politique en matière de nutrition.
3. Depuis la diffusion, en juin 2012, du document sur la suite donnée à la politique<sup>2</sup>, l'action et le recours à des modalités novatrices se sont intensifiés. Les pays participant au mouvement Renforcer la nutrition étaient au nombre de 33 en mars 2013, ce qui témoigne de l'intérêt qu'il suscite. Grâce à des partenariats plus efficaces et à une meilleure coordination de la conception et de l'exécution des programmes nutritionnels, la portée et la durabilité des opérations ont progressé. En 2013, une nouvelle série d'articles sur la nutrition, qui paraîtront dans la revue *The Lancet*, permettront de faire mieux connaître les moyens les plus efficaces de lutter contre la dénutrition; le PAM y a collaboré à titre consultatif. En outre, les questions relatives à l'obésité et au régime alimentaire, les politiques qui prennent dûment en compte la nutrition et les faits nouveaux concernant la gouvernance en matière de nutrition seront traités, ce qui permettra d'améliorer le rôle joué par le PAM et mettra en lumière les domaines dans lesquels il est possible de tirer parti des synergies. Grâce à sa participation aux dispositifs concernant l'action, le plaidoyer, la recherche et les enseignements tirés, le PAM continue d'influer sur les programmes nutritionnels mondiaux et nationaux.

### **Faits nouveaux relatifs au mouvement Renforcer la nutrition, au Comité permanent de la nutrition, au Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants et au système d'action groupée**

4. Le PAM coordonne ses travaux en matière de nutrition par le biais du mouvement Renforcer la nutrition (mouvement SUN), du Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (partenariat REACH), du Comité permanent de la nutrition et du système d'action groupée, afin de favoriser l'efficacité et l'efficience.
5. Le Comité permanent de la nutrition coordonne les travaux sur la nutrition menés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le PAM, qui assure actuellement la présidence du Comité.
6. Le PAM participe activement au mouvement SUN, qui a suscité un engagement politique sans précédent en faveur de l'amélioration de la nutrition pendant les 1 000 premiers jours de la vie: 33 pays sont maintenant membres de cette initiative (voir le tableau 1). La Directrice exécutive du PAM fait partie de l'équipe dirigeante du mouvement SUN. La politique du PAM en matière de nutrition est alignée sur celle du

<sup>1</sup> WFP/EB.1/2012/5-A.

<sup>2</sup> WFP/EB.A/2012/5-D.

mouvement, ce qui permet de promouvoir l'application à plus grande échelle des modalités qui sont axées spécifiquement sur la nutrition et de celles qui prennent dûment en compte la nutrition. Le PAM mène des opérations dans tous les pays visés par le mouvement SUN, à l'exception du Nigéria; il joue également un rôle participatif dans les activités de plaidoyer menées dans sept autres pays, et fait partie du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires du mouvement.

7. Au sein du système des Nations Unies, la FAO, l'UNICEF, l'OMS et le PAM constituent le réseau de soutien du mouvement SUN puisqu'ils coordonnent les travaux du Comité permanent de la nutrition, dont le mandat a une portée mondiale, et du partenariat REACH, qui intervient au niveau des pays. Dans le cadre de cette collaboration, le PAM fait en sorte que les réalités du terrain soient dûment prises en compte par l'équipe de direction du mouvement SUN, et facilite l'établissement par ses bureaux régionaux et ses bureaux de pays de partenariats et de coalitions pour les activités de plaidoyer, en vue de renforcer la nutrition au niveau des pays.

<b>TABLEAU 1: PAYS VISÉS PAR LE MOUVEMENT SUN ET LE PARTENARIAT REACH PAR RÉGION, SELON LA CLASSIFICATION DU PAM</b>	
<b>OMB: ASIE</b>	<b>OMC: MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD, EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Bangladesh*</li> <li>➤ Indonésie</li> <li>➤ République démocratique populaire lao</li> <li>➤ Népal*</li> <li>➤ Sri Lanka</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ République kirghize</li> <li>➤ Yémen</li> </ul>
<b>OMD: AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>OMJ: AFRIQUE AUSTRALE</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Bénin</li> <li>➤ Burkina Faso</li> <li>➤ Gambie</li> <li>➤ Ghana*</li> <li>➤ Mali*</li> <li>➤ Mauritanie*</li> <li>➤ Niger*</li> <li>➤ Sénégal</li> <li>➤ Sierra Leone*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Madagascar</li> <li>➤ Malawi</li> <li>➤ Mozambique*</li> <li>➤ Namibie</li> <li>➤ République-Unie de Tanzanie*</li> <li>➤ Zambie</li> <li>➤ Zimbabwe</li> </ul>
<b>OMN: AFRIQUE ORIENTALE ET CENTRALE</b>	<b>OMP: AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Burundi</li> <li>➤ Éthiopie*</li> <li>➤ Kenya</li> <li>➤ Rwanda*</li> <li>➤ Ouganda*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ El Salvador</li> <li>➤ Guatemala</li> <li>➤ Haïti</li> <li>➤ Pérou</li> </ul>

\* Pays où le partenariat REACH est présent.

8. Le PAM et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition assurent la présidence du Réseau d'entreprises SUN, qui a été lancé en décembre 2012 pour inciter les entreprises à favoriser l'amélioration de la nutrition. Ce réseau cherche à mobiliser des entreprises de toutes tailles dans les secteurs de l'alimentation, de la finance, de l'énergie, des ressources naturelles, de la logistique et des télécommunications, et à mettre en place une plate-forme virtuelle qui facilitera leur collaboration.

9. L'UNICEF est l'institution chef de file du module mondial de la nutrition, dont le but est d'assurer qu'en cas de situation d'urgence, les besoins nutritionnels sont satisfaits. En étroite collaboration avec l'UNICEF, le PAM s'attache principalement à traiter la malnutrition aiguë modérée, à prévenir la malnutrition aiguë et à remédier aux carences en micronutriments. Il dirige l'équipe spéciale chargée de lutter contre la malnutrition aiguë modérée, qui comprend des représentants de l'UNICEF, des donateurs, des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et des établissements universitaires. Cette équipe a récemment mis en circulation un outil de prise de décisions concernant la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée dans les situations de crise, qui repose en partie sur l'expérience acquise par le PAM dans la conception et la mise en œuvre de programmes de lutte contre la malnutrition aiguë. Le PAM assure également la présidence du Groupe consultatif stratégique intérimaire créé en 2013, qui définira les orientations des travaux du module mondial de la nutrition pour l'année à venir.

### **Lutter contre la dénutrition aux côtés d'autres organismes des Nations Unies**

10. En Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est, le partenariat REACH a mis en œuvre, à titre expérimental, des programmes visant à trouver les moyens qui permettraient aux organismes des Nations Unies de réduire la malnutrition chronique et de répondre aux besoins alimentaires immédiats. Grâce au soutien du Gouvernement canadien et d'autres donateurs, le partenariat REACH est présent dans les 12 pays indiqués par un astérisque au tableau 1.
11. Le PAM participe également à la cartographie des actions menées par des organismes des Nations Unies au niveau des pays, établie par le Comité permanent de la nutrition et le partenariat REACH, afin d'optimiser les mesures prises conjointement pour répondre aux besoins des pays et de renforcer les activités nutritionnelles là où le partenariat REACH n'intervient pas.
12. Le PAM soutient les programmes nutritionnels gouvernementaux moyennant des activités de plaidoyer et de renforcement des capacités, et par le biais de la conception et de l'exécution de programmes, en vue d'améliorer l'accès aux vivres et aux nutriments. Le PAM et ses partenaires appuient également la réalisation d'analyses de situation et la conception d'interventions qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes et associent les vivres, les espèces et les bons. Le PAM collabore avec l'OMS, l'UNICEF, la FAO, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le mouvement SUN et le partenariat REACH en vue d'aider les gouvernements à: i) mettre au point des mesures multisectorielles pour lutter contre la dénutrition; ii) intégrer des interventions nutritionnelles dans les programmes relatifs à la sécurité alimentaire, la santé et la protection sociale; et iii) concevoir et mettre en œuvre des systèmes de suivi et d'évaluation.
13. Le PAM et l'UNICEF coordonnent les travaux visant à lutter contre la dénutrition. Leurs Directeurs exécutifs ont publié en juin 2012 une lettre commune dans laquelle leurs institutions s'engageaient à traiter les questions liées à la dénutrition et à l'éducation. Le personnel technique du siège de ces deux organismes s'est réuni plusieurs fois en 2012 pour examiner comment renforcer la collaboration; un examen commun des possibilités d'améliorer le partenariat est à l'étude.
14. Des membres du personnel du PAM et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) se sont réunis à plusieurs reprises en 2012. Une réunion commune de planification tenue en mars a permis de mettre en évidence les lacunes ainsi que les mesures requises; en mai, des fonctionnaires du PAM venant des bureaux de pays, des bureaux régionaux et du Siège ont participé à un atelier sur la programmation d'activités

nutritionnelles dans les zones d'installation de réfugiés; en novembre, le personnel du Siège a pris part à un examen de la stratégie du HCR en matière d'anémie.

15. Parmi les exemples de coordination opérationnelle entre les organismes des Nations Unies relevés en 2012 figurent des réunions avec des spécialistes de la microbiologie et de la sécurité sanitaire des aliments de la FAO et de l'OMS, et les travaux menés avec l'UNICEF, Médecins sans frontières (MSF), le module mondial de la nutrition et des fabricants en vue d'accroître la production et la distribution de produits prêts à consommer à base de lipides.

### **Point sur l'application de la politique du PAM en matière de nutrition**

16. La nouvelle politique du PAM en matière de nutrition repose sur cinq piliers, à savoir: i) traiter la malnutrition aiguë modérée; ii) prévenir la malnutrition aiguë; iii) prévenir la malnutrition chronique; iv) remédier aux carences en micronutriments; et v) faire en sorte que des programmes tels que les distributions générales de vivres, l'alimentation scolaire et les activités Vivres pour la création d'avoirs contribuent à améliorer les effets directs sur le plan nutritionnel. Le PAM collabore avec des gouvernements et d'autres parties prenantes pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies en matière de nutrition et pour appliquer les enseignements tirés, en vue d'enrichir les programmes nutritionnels.
17. En 2012, 12,5 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois et 3,9 millions de femmes enceintes et de mères allaitantes ont bénéficié des programmes nutritionnels du PAM. Dans 35 des 60 pays où le PAM mène ses activités nutritionnelles, des aliments nutritifs spécialisés ont été utilisés. Pour les activités de traitement, il s'agissait de Supercereal Plus et de suppléments alimentaires à base de lipides, tels que le Plumpy'Sup et l'Acha Mum, en grandes quantités; pour la prévention, il s'agissait de Supercereal Plus ou de suppléments alimentaires à base de lipides, tels que le Plumpy'Doz et le Wawa Mum, en petites ou moyennes quantités<sup>3</sup>.
18. Les programmes nutritionnels du PAM mettent à profit les enseignements tirés des opérations menées dans les pays. À titre d'exemple, après le tremblement de terre survenu en 2010 en Haïti, un vaste programme nutritionnel a été mis en œuvre par le PAM, l'UNICEF et le module de la nutrition, en collaboration avec le Ministère de la santé et des ONG: il comprenait une assistance alimentaire, une supplémentation alimentaire pour les enfants âgés de 6 à 23 mois, un appui pour l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, des vaccinations et un traitement contre la malnutrition aiguë. Après les premières mesures, le PAM et d'autres organismes ont continué à soutenir le programme nutritionnel du Ministère de la santé, afin de faire face aux problèmes présents ou nouveaux dans ce domaine; une enquête nutritionnelle menée en 2012 a montré que la malnutrition aiguë avait été ramenée de 9 pour cent en 2005 à 4 pour cent en 2012. Ce résultat semble indiquer qu'une intervention d'urgence suivie d'une assistance de longue durée peut réduire la malnutrition aiguë; il témoigne de l'intérêt que présente le travail en partenariat pour s'attaquer aux causes multiples de la dénutrition.
19. Lorsque la sécheresse de 2012 dans le Sahel a fait courir le risque de voir augmenter le taux de dénutrition, déjà élevé, le PAM a lancé un programme visant à traiter la malnutrition aiguë dans huit pays, avec l'appui du module de la nutrition et dans le cadre de partenariats établis avec les pouvoirs publics, l'UNICEF et des ONG. Jusqu'à 1,5 million de personnes ont bénéficié chaque mois de ce programme, qui comprenait le traitement des

---

<sup>3</sup> Pour les suppléments nutritionnels à base de lipides, la quantité renvoie au nombre de calories ou à la taille des portions.



femmes enceintes et des mères allaitantes ainsi que des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition pendant toute l'année, ainsi qu'une supplémentation alimentaire généralisée pour les enfants âgés de 6 à 23 mois de mai à septembre. Des études sur la composante relative à la supplémentation alimentaire généralisée ont indiqué que 60 pour cent des enfants ciblés avaient été atteints.

20. Les travaux menés par le PAM en 2012 concernant des programmes de prévention du retard de croissance ont permis de mettre en place un cadre pour les travaux de recherche et la capitalisation des enseignements. On peut citer l'exemple du partenariat qui est prévu avec le Fonds d'investissement pour l'enfance, en faveur de 40 000 femmes enceintes, mères allaitantes et enfants âgés de 6 à 23 mois, au Malawi et au Mozambique. Les enseignements tirés de la phase de conception de ce partenariat ont fourni des informations utiles pour la planification et l'application à plus grande échelle des activités nutritionnelles dans plusieurs autres pays, dans le cadre du Plan de renforcement des capacités en matière de nutrition financé par l'Agence canadienne de développement international, la Norvège et d'autres intervenants.
21. Le PAM continue d'améliorer ses programmes visant à remédier aux carences en micronutriments. Avec l'UNICEF, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, l'Initiative pour les micronutriments et d'autres entités, il s'emploie à assurer un apport suffisant en micronutriments aux personnes qui sont les plus exposées aux carences et courent donc un risque accru de maladie et de mortalité. Des micronutriments sont intégrés dans les aliments nutritifs spécialisés utilisés pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë, dans les aliments de base enrichis qui servent à lutter contre l'insécurité alimentaire, et dans les micronutriments en poudre et les petites quantités de suppléments alimentaires à base de lipides utilisés pour enrichir les repas après leur préparation. Depuis juin 2012, l'utilisation de micronutriments en poudre pour l'alimentation scolaire a été étendue, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et la République dominicaine ayant commencé à les intégrer à leurs repas scolaires.
22. Le PAM est membre du Groupe consultatif technique sur l'enrichissement à domicile<sup>4</sup>, qui vise à rechercher une entente sur les questions connexes et à mettre en place des normes et des directives à l'intention des responsables des politiques, des ONG et des sociétés. Ces orientations sont utiles dans le cadre de l'appui apporté par l'UNICEF, le PAM et leurs partenaires aux pays qui conçoivent et mettent en œuvre des programmes d'enrichissement des aliments à domicile. À l'occasion des ateliers régionaux organisés en Asie, en Amérique latine et en Afrique, le PAM et ses partenaires ont examiné l'expérience acquise et les prochaines mesures à prendre; des ateliers pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient auront lieu en mai 2013.
23. Le PAM apporte un appui aux personnes souffrant de malnutrition qui suivent une thérapie antirétrovirale ou un traitement de brève durée sous surveillance directe, ainsi qu'aux personnes touchées par le VIH/sida ou la tuberculose, par le biais de programmes qui prennent dûment en compte la nutrition ou qui sont axés spécifiquement sur la nutrition. La politique du PAM en matière de nutrition et de VIH/sida<sup>5</sup> est conforme à la stratégie d'ONUSIDA pour 2011–2015 intitulée "Objectif: Zéro", à la division du travail d'ONUSIDA et au Plan stratégique du PAM pour 2008-2013. Dans le cadre des activités

---

<sup>4</sup> Les membres du groupe sont le PAM, l'UNICEF, l'Initiative pour les micronutriments, le Programme de santé mondiale Sprinkles, Helen Keller International, Sight and Life, les Centers for Disease Control and Prevention, l'Université de Californie à Davis et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition.

<sup>5</sup> Mise à jour sur l'action du PAM dans la lutte contre le VIH et le sida (WFP/EB.A/2013/5-D).

d'ONUSIDA, le PAM est l'organisme chef de file pour ce qui est de l'intégration du soutien alimentaire et nutritionnel dans les programmes nationaux à l'intention des personnes vivant avec le VIH. Le PAM et le HCR dirigent conjointement les activités relatives au VIH dans les situations d'urgence humanitaire.

24. Le PAM réoriente ses programmes relatifs au VIH, qui n'auront pas seulement pour objet d'atténuer les effets de la maladie mais devront permettre d'obtenir de bons résultats avec le traitement, grâce au soutien alimentaire et nutritionnel. Le PAM collabore avec les parties prenantes nationales et les gouvernements afin de veiller à ce que le soutien alimentaire et nutritionnel soit intégré aux programmes relatifs au VIH et à la tuberculose. Une analyse des lacunes effectuée en 2011 a montré que cette approche était efficace. Les autres programmes du PAM menés dans les zones à forte prévalence prennent dûment en compte le VIH et la tuberculose, afin d'atténuer les conséquences de ces deux maladies; il s'agit de programmes d'alimentation scolaire, d'apprentissage des compétences nécessaires à la vie courante et de distributions générales de vivres.
25. Le PAM contribue à mieux faire connaître les programmes qui prennent dûment en compte la nutrition, en perfectionnant les méthodes appliquées dans le cadre d'interventions où l'amélioration de l'état nutritionnel n'est pas l'objectif premier, telles que les distributions générales de vivres, les programmes d'alimentation scolaire et les projets Vivres contre travail, Vivres pour la création d'emplois et Vivres pour la formation. Ces méthodes font appel aux vivres, aux bons ou aux transferts monétaires pour permettre aux bénéficiaires de satisfaire leurs besoins en nutriments, notamment dans les zones où le taux de dénutrition est élevé. Le PAM prévoit d'intégrer l'examen des programmes tenant dûment compte de la nutrition paru dans la revue *The Lancet* dans les dispositions qu'il prendra en 2013.
26. L'initiative Achats au service du progrès met actuellement au point des modèles visant à regrouper les petits exploitants, de manière à ce qu'ils puissent prendre part au système d'achat de produits alimentaires du PAM; elle met également à profit le lien entre la croissance agricole et la diminution de la dénutrition. L'intégration des paysans aux filières et aux marchés permet d'augmenter la quantité de produits frais à la disposition des ménages et d'améliorer le revenu et l'état nutritionnel des agriculteurs. Le rôle joué par les paysans dans l'approvisionnement en produits alimentaires sains est de plus en plus reconnu et, lorsque les petits exploitants, les femmes en particulier, participent à la croissance agricole, celle-ci contribue à réduire la pauvreté extrême et la faim.

### Questions interdépendantes

27. Le PAM et ses partenaires utilisent des technologies nouvelles pour concevoir et améliorer les aliments nutritifs et pour mettre en œuvre des interventions nutritionnelles efficaces. Cela suppose de mener des travaux de recherche pour optimiser l'appétibilité, la stabilité et le coût des produits nutritionnels et de fixer des spécifications en matière de nutrition et de sécurité sanitaire. Parmi les partenaires du PAM figurent la FAO, l'OMS, l'UNICEF, Koninklijke DSM et l'Université Wageningen aux Pays-Bas, International Relief and Development, l'Université Johns Hopkins et Kemin Industries aux États-Unis d'Amérique, le groupe de réflexion suisse sur la nutrition Sight and Life, le Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques au Bangladesh, MSF et l'ONG française GRET (Professionnels du développement solidaire).
28. Plusieurs progrès notables ont été réalisés: la valeur nutritionnelle du Supercereal Plus et du Supercereal a été améliorée; l'enrichissement des produits de base et des condiments a été accru; des aliments prêts à consommer ont été mis au point; et la gamme des produits nutritifs sûrs qui peuvent être distribués a été élargie. Le PAM collabore avec Koninklijke

DSM et avec le programme relatif aux technologies sanitaires appropriées, dont le siège est à Seattle, à des activités d'enrichissement du riz à grande échelle, ce qui est un moyen rentable de fournir des micronutriments dans le cadre du régime alimentaire quotidien. Des projets pilotes sont en cours au Bangladesh, au Cambodge et en Équateur; l'Égypte utilise déjà du riz enrichi dans le cadre de son programme de repas scolaires.

29. La mise au point et la production d'aliments nutritifs au niveau local se développent également. En Éthiopie, le partenariat formé par le PAM, PepsiCo et le producteur local Guts élabore et met à l'essai un aliment prêt à consommer à base de pois chiches, qui vise à prévenir et à traiter la malnutrition aiguë modérée. Au Bangladesh, le Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques, Koninklijke DSM et le PAM ont mis au point deux suppléments alimentaires prêts à consommer destinés à améliorer le régime alimentaire des enfants âgés de 6 à 23 mois; ces produits sont testés par l'Université Johns Hopkins, le Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques et le PAM. Le fait que les aliments sont produits localement par Olympic Industries contribue à assurer la durabilité. Au Pakistan, trois entreprises produisent déjà des aliments prêts à consommer à base de pois chiches appelés Wawa Mum et Acha Mum.
30. Le PAM continue à sensibiliser le personnel aux questions de sécurité sanitaire et à renforcer ses compétences à cet égard, ainsi qu'à améliorer les systèmes d'assurance qualité pour les aliments nutritifs spécialisés. Le but est de garantir que les denrées distribuées par le PAM ont un impact maximal sur le plan nutritionnel, de manière à ce que les bénéficiaires soient en meilleure santé. Les activités comprennent notamment des examens des spécifications des produits alimentaires, des vérifications régulières des producteurs de vivres et des contrôles des prestataires de services, tels que les entreprises d'inspection et les laboratoires.
31. Le PAM prête également son concours pour assurer la sécurité sanitaire des aliments produits localement dans les pays où il intervient, afin de garantir que les normes de qualité sont respectées. Pour ce faire, il distribue des kits de contrôle aux organisations paysannes, construit des unités conteneurisées en Afghanistan et apporte un appui aux fournisseurs de Supercereal Plus.
32. En collaboration avec des organismes des Nations Unies, des ONG et des établissements universitaires, le PAM élabore des directives sur la gestion des chaînes d'approvisionnement en aliments nutritifs spécialisés, dans le cadre du traitement de la malnutrition aiguë modérée et de la prévention de la dénutrition.
33. Afin d'améliorer ses filières d'acheminement, le PAM a constitué un groupe de travail chargé de veiller à ce que les aliments nutritifs spécialisés soient disponibles en cas de besoin. Le mécanisme d'achat anticipé a été créé pour permettre au PAM: i) d'améliorer la ponctualité des livraisons de produits alimentaires en raccourcissant les délais d'acheminement; ii) d'acheter les vivres pendant la meilleure saison et au moment le plus opportun; et iii) de réduire les retards lors des interventions d'urgence, qui sont dus à la mise à disposition des fonds peu de temps avant le moment où les produits nutritionnels doivent être fournis. Pour son intervention d'urgence dans la Corne de l'Afrique, le PAM a planifié la demande et procédé à des achats de vivres anticipés, ce qui lui a permis de réduire d'un tiers le délai entre la mise à disposition des fonds et l'arrivée des produits alimentaires dans un port.
34. Le suivi et l'évaluation sont essentiels pour adapter la mise en œuvre des programmes et en évaluer la portée, l'acceptation et l'impact. Le PAM utilise plusieurs flux d'information pour planifier, exécuter, suivre et gérer ses programmes nutritionnels.

35. Le PAM travaille en collaboration avec des établissements universitaires pour évaluer ses programmes nutritionnels, en particulier lorsque des produits ou des modalités d'exécution novateurs sont utilisés ou lorsque des données factuelles sont recueillies. Des évaluations d'impact sont menées avec les Centers for Disease Control and Prevention, le Fonds d'investissement pour l'enfance, Ground Work Inc., l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et d'autres entités, au Bangladesh, au Kenya, en République démocratique populaire lao, au Malawi et au Mozambique. Les évaluations de l'efficacité des produits et des programmes sont axées sur l'exécution, la portée, l'acceptation et l'utilisation des programmes, afin de mieux comprendre ce qui fonctionne, où, pour qui et pourquoi.
36. Dans le cadre de la composante nutritionnelle de son intervention de 2012 menée pour faire face à la crise dans le Sahel, le PAM a suivi et évalué ses programmes de supplémentation alimentaire généralisée, en mettant l'accent sur la mise au point d'un modèle logique, d'un cadre d'indicateurs et d'un plan de suivi et d'évaluation. Les résultats obtenus, en particulier la conception rigoureuse du programme exécuté au Niger, enrichissent la base de données factuelles, aux fins de la programmation des activités nutritionnelles dans les situations d'urgence, et permettent de mieux connaître le type et l'importance des ressources financières et humaines nécessaires pour suivre et évaluer les interventions en matière de nutrition.
37. En partenariat avec le Fonds d'investissement pour l'enfance, le PAM met au point des outils pour suivre et évaluer les interventions visant à prévenir le retard de croissance au Malawi et au Mozambique. Ces outils seront axés sur trois domaines essentiels si l'on veut obtenir l'impact voulu et utiliseront plusieurs indicateurs de performance. Le PAM sera responsable de l'établissement de rapports sur les indicateurs de produit et sur certains indicateurs d'effet direct; l'Université Johns Hopkins évaluera les résultats relatifs à l'impact, ainsi que certains indicateurs d'effet direct. Plusieurs enseignements ont déjà été tirés, concernant notamment l'importance de la mise au point du système de suivi et d'évaluation au moment de la conception du programme et les travaux nécessaires pour planifier et mettre en œuvre un processus de suivi et d'évaluation efficient.

### **Contribution à la base de données factuelles sur la nutrition**

38. Le PAM et ses partenaires étudient l'efficacité et l'efficacé en ce qui concerne: i) les résultats obtenus avec les aliments nutritifs spécialisés dans les divers volets des programmes nutritionnels; ii) l'influence exercée sur l'utilisation des vivres par les ménages, afin d'améliorer la consommation et de réduire le partage; et iii) les modifications apportées aux programmes afin de réaliser dans toute la mesure possible les objectifs en matière de nutrition. Les partenaires du PAM sont les suivants: Épicentre/MSF, Projet Peanut Butter, Université de Washington, Université de Tufts, Université Johns Hopkins, United States Agency for International Development, Université de Wageningen, Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques au Bangladesh, Institut de recherche et développement de Montpellier, University College London et Sight and Life; des travaux sont en cours au Bangladesh, au Cambodge, au Malawi, au Népal, au Niger et en Sierra Leone.
39. Les travaux de recherche menés par le PAM et par Épicentre/MSF ont consisté à comparer l'impact des transferts monétaires et des produits nutritionnels spécialisés, en combinant l'offre d'un soutien nutritionnel spécifique aux enfants à l'utilisation d'espèces ou de vivres au profit des ménages, dans le cadre de la prévention de l'émaciation pendant la période de soudure au Niger. L'association de Supercereal Plus, de Plumpy'Doz ou de Supplementary'Plumpy pour les enfants de moins de 2 ans avec un appoint en espèces de

38 euros par mois destiné aux ménages ou un soutien alimentaire de 1 077 kilocalories par personne et par jour offre la meilleure protection; toutefois, cette formule est la plus coûteuse. Les transferts monétaires ont eu le même impact que la distribution d'aliments spécialisés aux fins de la prévention de l'émaciation, mais ils sont plus coûteux – 43 euros par mois contre sept euros par mois pour les vivres, sans compter le transport et la distribution. Il ressort de ces résultats que: i) le soutien nutritionnel apporté aux jeunes enfants sous forme de produits alimentaires a le meilleur rapport coût-efficacité; et ii) dans le cas des ménages vulnérables, un produit nutritif spécialisé devrait être inclus pour les enfants de moins de 2 ans et pour les femmes enceintes et les mères allaitantes.

40. Le PAM dresse la carte de l'ensemble des programmes relatifs à la malnutrition aiguë modérée exécutés par les différents organismes, en utilisant la cartographie de la prise en charge communautaire des programmes portant sur la malnutrition aiguë établie par l'UNICEF en 2009 et 2011. Le PAM et ses partenaires évaluent également d'autres méthodes visant à prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée, dans le cadre des programmes appuyés par le PAM et de ceux exécutés par d'autres organismes qui n'utilisent pas les produits du PAM. Les conclusions serviront à améliorer l'appui que le PAM apporte à ses partenaires sur le terrain et à enrichir le dialogue sur le traitement de la malnutrition aiguë modérée et la prévention de la malnutrition aiguë.
41. Le PAM distribue une partie de son assistance alimentaire sous forme d'espèces et de bons. L'ampleur des programmes de transferts monétaires et de distributions de bons a augmenté de 76 pour cent, passant de 203 millions de dollars É.-U. à 359 millions de dollars entre 2011 et décembre 2012, et ils représentent actuellement 7,3 pour cent du programme de travail du PAM. Il est prévu qu'une part croissante de l'assistance du PAM sera apportée par le biais de transferts monétaires, de bons et de nouvelles formes "numériques" d'alimentation. Ces modalités présentent des avantages, tels que des frais de transport et des délais d'acheminement réduits, mais on ne peut tenir pour acquis que les espèces et les bons sont toujours plus efficaces qu'une assistance alimentaire en nature, en particulier pour les jeunes enfants. Il n'existe guère de preuves à ce jour établissant un lien entre les transferts monétaires ou les bons et l'amélioration de l'état nutritionnel. Le PAM examine les contextes dans lesquels les espèces ou les bons pourraient être les modalités les mieux adaptées pour apporter un appui prenant dûment en compte la nutrition, et il effectue des analyses dans le but d'améliorer l'impact nutritionnel des programmes faisant intervenir des transferts monétaires et des bons.

### **Point sur la situation financière**

42. Pour appliquer sa politique en matière de nutrition, le PAM devra procéder à des investissements extrabudgétaires ponctuels de façon à: i) consolider les partenariats et renforcer les capacités nationales en matière de nutrition; ii) développer les compétences du personnel dans le domaine de la nutrition; iii) évaluer la disponibilité et l'utilisation d'aliments riches en éléments nutritifs pour les jeunes enfants et les femmes; iv) faire en sorte que la livraison soit plus rapide et plus fiable, par exemple en effectuant des achats anticipés et des achats locaux et régionaux; v) améliorer les capacités de suivi et d'évaluation; et vi) mener des travaux de recherche et des études sur le rapport coût-efficacité.
43. Il est prévu que pour apporter ces améliorations sur une période de cinq ans, un financement extrabudgétaire supplémentaire d'un montant de 15,3 millions de dollars sera nécessaire. Depuis le point fait en juin 2012 sur sa politique, le PAM a reçu de la Norvège un appui additionnel afin de compléter le soutien apporté par l'Arabie saoudite, le Canada, les États-Unis d'Amérique et le Luxembourg, ainsi que dans le cadre des partenariats avec

le Fonds d'investissement pour l'enfance, l'Initiative pour les micronutriments et Koninklijke DSM; les montants engagés pour appuyer la mise en œuvre de la politique en matière de nutrition s'élèvent maintenant à 9,9 millions de dollars. La Norvège et l'Agence canadienne de développement international ont versé des contributions d'un montant total de 16 millions de dollars en faveur d'activités nutritionnelles menées au Guatemala, au Kenya, à Madagascar, au Niger, en République démocratique populaire lao et au Soudan.

44. Conformément à l'initiative visant à adapter la structure organisationnelle du PAM à sa mission, les bureaux régionaux joueront un rôle important s'agissant d'appuyer les programmes nutritionnels, le suivi et l'évaluation et le renforcement des capacités dans les pays. Le PAM continuera de collaborer avec le secteur privé et les gouvernements afin d'élargir les partenariats qui tirent parti des avantages comparatifs et, tous les deux ans, il rendra compte au Conseil des faits nouveaux concernant la politique en matière de nutrition et des progrès accomplis dans la mobilisation de fonds.

### **Orientations futures en matière de nutrition au PAM**

45. Le PAM et d'autres organismes travaillent ensemble à la définition du programme de développement pour l'après-2015. Le PAM et la FAO ont dirigé la consultation informelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, en collaboration avec le Fonds international de développement agricole, Bioversity International et les Gouvernements espagnol et colombien: 180 gouvernements, organisations internationales, organisations de la société civile et parties prenantes du secteur privé ont participé à cette rencontre. Cette consultation a été l'occasion pour le PAM de faire reconnaître l'importance d'une nutrition adéquate pendant les 1 000 premiers jours de la vie et d'inclure la réduction de la prévalence du retard de croissance parmi les objectifs du programme de développement pour l'après-2015 plutôt que parmi les indicateurs.
46. Les programmes d'alimentation scolaire mis en œuvre par le PAM et ses partenaires ont contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement consistant à réduire la faim de moitié, à promouvoir l'accès à l'éducation primaire pour tous et à éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation d'ici à 2015. Les taux de scolarisation et de fréquentation ont progressé mais, pour consolider ces acquis, il faut prendre des mesures en vue d'améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'UNICEF et le PAM collaborent afin d'améliorer les effets directs en matière d'éducation pour les enfants démunis, dans le cadre d'une initiative triennale intitulée "Nourrir les corps, nourrir les esprits", qui aide les gouvernements à faire en sorte qu'une éducation de qualité soit mise à disposition et que les enfants puissent en tirer profit. Cette initiative prévoit d'élaborer des modèles reproductibles comportant des partenariats avec des organismes humanitaires et des organisations du secteur privé, à l'appui des priorités nationales et des institutions locales.
47. Attendu que les 1 000 premiers jours de la vie sont une période décisive en matière de nutrition, et sachant qu'un tiers des enfants présentant un retard de croissance étaient également petits pour l'âge gestationnel, le PAM améliore ses programmes, notamment à l'intention des femmes enceintes et des mères allaitantes, afin de rompre le cycle intergénérationnel de la dénutrition. Il étudie la documentation ainsi que ses propres programmes, en vue de formuler d'après les données factuelles des recommandations concernant des programmes novateurs fondés sur des approches intégrées de la lutte contre la dénutrition.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MSF	Médecins sans frontières
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
REACH	Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance